

sept 2008
Écoles francophones de l'Ontario

Des étudiants plus performants

BRYAN MICHAUD

bmichaud@ledroit.com

Les écoles de langue française de l'Ontario ont de quoi se réjouir. Leurs étudiants ont amélioré leurs performances lors des derniers examens provinciaux, selon les données publiées cette semaine par l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE).

Les étudiants de 1^{ère}, 3^e, 4^e et 6^e année ont été plus nombreux, en 2008, à obtenir des résultats équivalents ou supérieurs à la norme provinciale (70 %) qu'en 2007 en lecture et en écriture.

La hausse la plus spectaculaire à ce chapitre s'est observée en lecture, chez les élèves de 6^e année.

En 2007, 68 % des étudiants avaient obtenu un rendement au moins équivalent à norme provinciale. Cette proportion est

passée à 75 %, l'an dernier.

Le seul bémol provient des résultats aux examens en mathématique chez les étudiants de 9^e année. En 2007, 70 % des élèves avaient obtenu un résultat équivalent ou supérieur à la norme provinciale. Cette année, cette proportion a baissé de 3 %.

L'école secondaire publique Louis-Riel, du secteur Gloucester d'Ottawa, a été sélectionnée comme modèle à suivre par le rapport de l'OQRE.

« Je ne suis pas surpris, nous avons fait beaucoup de changements l'an dernier, explique le directeur de l'institution d'enseignement, Pierre Campeau. Nous avons instauré une équipe de la réussite à l'école. Ce groupe identifie les élèves à risques et établit un plan pour eux. Ce groupe observe également ce qui marche bien. »



CONSEIL DES
ÉCOLES CATHOLIQUES
DE LANGUE FRANÇAISE
DU CENTRE-EST

Le meilleur
conseil
qu'on puisse vous donner



POSTES À POURVOIR

Le Conseil des écoles catholiques de langue française du Centre-Est (CECLFCE) est à la recherche de personnes intéressées à se joindre à son équipe pour poursuivre avec passion une vision commune, axée sur la collaboration et sur l'innovation en éducation. Avec plus de 18 000 élèves fréquentant 38 écoles élémentaires, 9 écoles secondaires et son école pour adultes, le CECLFCE est LE PLUS IMPORTANT RÉSEAU CANADIEN D'ÉCOLES de langue française à l'extérieur du Québec.

Notre MISSION

« Outiller l'élève pour sa réussite scolaire, son épanouissement personnel, sa citoyenneté et son engagement dans la catholicité et la francophonie. »

Diane Doré
Présidente
du Conseil

Lise Bourgeois
Directrice de
l'éducation et
secrétaire-trésorière
du Conseil

Direction des ressources
humaines
4000, rue Labelle,
Ottawa (Ontario)
K1J 1A4
Téléphone :
613-744-2555 ou
sans frais
1-888-230-5131
Télec. : 613-748-3165
Courriel :
drh@ceclf.edu.on.ca

CONCIERGE

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE CATHOLIQUE D'ENSEIGNEMENT
PERSONNALISÉ LA SOURCE

Dossier 19/08-09, 2^e affichage

1 poste à terme à 25 % du temps, 12 mois (9,4 hres/ semaine) pour une période de 6 mois avec possibilité de permanence

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE CATHOLIQUE SAINTE-MARIE

Dossier 25/08-09

1 poste régulier à 75 % du temps, 12 mois (18,75 hres/ semaine)

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE CATHOLIQUE ARC-EN-CIEL

Dossier 26/08-09

1 poste régulier à 50 % du temps, 12 mois (18,75 hres/ semaine)

AGENTE OU AGENT DE LIAISON COMMUNAUTAIRE

SERVICE DE PLANIFICATION, IMPUTABILITÉ ET CONCERTATION
STRATÉGIQUE

Dossier 27/08-09

1 poste régulier à 100 % du temps, 10 mois (35 hres/ semaine), région d'Ottawa

Dossier 29/08-09

1 poste régulier à 50 % du temps, 10 mois (17,5 hres/semaine), régions de Brockville et Merrickville

Dossier 28/08-09

1 poste régulier à 50 % du temps, 10 mois (17,5 hres/semaine), régions de Kingston et Trenton

LISTE D'ADMISSIBILITÉ

DIRECTIONS ET DIRECTIONS ADJOINTES

Dossier 30/08-09

Directrice ou directeur d'école élémentaire

Dossier 31/08-09

Directrice ou directeur d'école secondaire

Dossier 32/08-09

Directrice adjointe ou directeur adjoint d'école élémentaire

Dossier 33/08-09

Directrice adjointe ou directeur adjoint d'école secondaire

Pour obtenir tous les détails relatifs aux postes susmentionnés, veuillez consulter le site Internet du CECLFCE au www.ecolecatholique.ca à la rubrique « Emplois ». Il est également possible d'obtenir une copie des offres d'emploi à la réception du Centre éducatif du CECLFCE, situé au 4000, rue Labelle, Ottawa (Ontario), entre 8 h et 17 h.

Le Droit mercredi 2010/08/19 p.107-108

Mention d'honneur pour Louis-Riel

par Karine Régimbald

[Voir tous les articles de Karine Régimbald](#)

Article mis en ligne le 19 septembre 2008 à 11:30

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

L'école secondaire publique Louis-Riel a été couronnée d'éloges par l'Office de la qualité et de la responsabilité en éducation (OQRE) pour ses progrès substantiels au test de mathématiques de 9e année au cours des dernières années. Et pour cause, depuis trois ans, le taux de réussite dans cette matière, autant en appliqué qu'en théorique, a augmenté respectivement de 30 % et de 40 %.

C'est au terme de son rapport provincial *Rendement des élèves de l'Ontario*, que l'OQRE a nommé Louis-Riel à titre d'exemple en matière d'aide à la réussite. Au programme, période d'études, club de devoir et aide personnalisée, tout pour faire de la réussite une priorité.



Pour l'année 2007-2008, 87 % des élèves ont atteint ou dépassé la norme en mathématiques appliquées tandis que 35 % des élèves ont réussi le même exploit dans la portion théorique du cours.

«Au cours des trois dernières années, nous avons remarqué une tendance à la hausse quant au taux de réussite de nos élèves, affirme avec enthousiasme le directeur de l'école secondaire, Pierre Campeau. C'est ce qui compte pour nous, car ces résultats confirment que nos méthodes de travail fonctionnent».

Cette nette amélioration est remarquable considérant le fait que les jeunes qui fréquentent l'établissement scolaire ne parlent pas le français à la maison puisqu'ils proviennent de plus de 47 ethnies.

«La démographie n'a pas changé au fil des ans. Ce sont les résultats qui ont changé», soutient le responsable de la réussite, Stéphane Prevost.

Selon lui, la communication et le travail d'équipe sont à l'origine du succès des jeunes de 9e année.

«Avant, tous les professionnels travaillaient dans leur bulle, dans leur petit bureau sans vraiment

discuter entre eux, explique-t-il. Maintenant, les professeurs se rencontrent afin de trouver des solutions pour les élèves en difficulté».

À cet effet, tous ont dû mettre l'épaule à la roue afin de conscientiser les élèves de l'importance de la réussite scolaire. «Nous avons travaillé ensemble pour développer une culture de la réussite. La réussite, c'est contagieux! Il est donc essentiel que chaque élève ait la chance de la connaître», assure M. Campeau.

Directeur passionné et dévoué, Pierre Campeau affirme que la recette du succès se résume à ne jamais lâcher prise sur les élèves qui présentent des troubles d'apprentissage. «On ne les lâche jamais. On les pousse vers la réussite. Certains peuvent nous trouver bien dérangeant par moment, mais les résultats sont tangibles puisque nous avons un taux de décrochage très bas», avance-t-il avec fierté.

Deux autres écoles de l'Est de l'Ontario ont aussi reçu les éloges de l'OQRE. Le Centre scolaire catholique Jeanne-Lajoie de Pembroke ainsi que l'école secondaire catholique Le Relais d'Alexandria se sont aussi démarqués.

Le lundi 22 sept 2008

Yolande James s'associe à une publication sur les écoles privées

[Violaine Ballivy](#)

La Presse

La ministre de l'Immigration, Yolande James, s'est associée à un magazine financé par les écoles privées de la province distribué à un million de familles cet automne. Alors que l'importance de valoriser l'école publique, qui ne cesse perdre des élèves au détriment du privé, semble faire consensus dans le milieu de l'éducation, le geste s'attire des critiques.

Le magazine *Le Privé*, publié une fois par année par la Fédération des établissements d'enseignements privés (FEEP), reproduit dans son numéro 2008 une entrevue avec photo de la ministre de l'Immigration, Yolande James. Elle y parle de la volonté de son père de l'inscrire dans une école francophone, même si la loi 101 lui permettait de fréquenter le réseau anglophone. Elle ne fait aucune référence au système d'éducation privé, pas plus qu'au public, mais ses propos jouxtent les fiches descriptives de deux établissements privés de Montréal.

Yolande James est la seule politicienne à avoir accordé une entrevue à la FEEP. Elle apparaît aux côtés d'une poignée d'artistes et d'universitaires qui s'expriment tous sur le thème de la diversité culturelle. La ministre nie catégoriquement avoir voulu faire la promotion du privé.

«Il n'était pas question de cela. Le but était de parler de la diversité des relations interculturelles, une réalité aussi présente au privé qu'au public», dit Christian Tanguay, attaché de presse de la ministre.

Yolande James «est un pur produit de l'école publique», a d'ailleurs souligné M. Tanguay. Elle n'a fréquenté un établissement privé qu'en prématernelle.

Geste condamné par la CSQ

Mais le président de la Centrale des syndicats du Québec, qui représente près de 60 000 enseignants, condamne son geste. «Les ministres ont le devoir de promouvoir le réseau public: c'est un réseau d'État. Si tu travailles chez Provigo, tu ne vantes pas le concurrent», s'indigne Réjean Parent. En entrevue à La Presse, début septembre, la ministre de l'Éducation Michelle Courchesne a insisté sur la nécessité de «revaloriser l'école publique».

«Ce n'est pas comme cela qu'on y arrivera», dit M. Parent.

Le Privé inclut une description des établissements, les dates des journées portes ouvertes et des examens d'admission de l'automne. Le porte-parole de la FEEP, Auguste Servent, affirme que ce guide s'adresse aux parents qui ont déjà choisi le privé et ne doit pas être perçu comme un dépliant publicitaire.

«C'est de la fraude intellectuelle, réplique Réjean Parent. La première réaction du lecteur, c'est de penser que tous les gens qui figurent dans la revue sont allés au privé, et il n'y a rien pour le démentir.»

La FEEP a effacé volontairement les références au type d'école fréquenté par les personnes interviewées.

«Nous faisons tout pour que ce magazine survive en toute sérénité en évitant la controverse», dit M. Servent.

En 2006, Bernard Landry avait participé à la publication, après son retrait de la vie politique.

La quasi-totalité des écoles privées du Québec, la plupart membres de la FEEP, sont financées à 60% par Québec. La CSQ réclame l'arrêt de ces subventions.

Le lundi 22 sept 2008

Surprotection ou peur irraisonnée du risque?

Stéphanie Martin

Le Soleil

Québec

Jamais dans l'histoire nos enfants n'ont été autant en sécurité qu'aujourd'hui. Pourtant, nous vivons dans une culture où il y a une tolérance zéro pour le risque. Résultat : nous avons tendance à surprotéger notre progéniture.

C'est le constat du Dr Michael Ungar, professeur à l'école de service social de l'Université Dalhousie et thérapeute familial depuis plus de 20 ans. Dans son livre *Le syndrome de la mère poule*, le Dr Ungar dresse un portrait de cette génération de parents qui disent plus souvent non que oui, qui craignent plus que tout que les nouvelles expériences que vivent leurs ados leur apportent des problèmes ou des déceptions. Ils sont inquiets et anxieux, souvent inutilement.

Bien sûr, dit-il en entrevue depuis Halifax, ces parents surprotecteurs ont toutes les raisons du monde de couvrir leur enfant : ils l'aiment tant et ils ne veulent pas qu'il lui arrive un malheur. Et ce, dès le plus jeune âge. Comme ce parent qui dit à sa fillette de ne pas grimper sur la structure de jeu, pourtant parfaitement sécuritaire. «Je ne les blâme pas, dit le Dr Ungar. Ce n'est pas parce qu'ils sont mesquins, ils le font par amour.

«Je ne blâme pas non plus les médias, ils offrent ce que le consommateur veut : le compte rendu des événements, négatifs ou pas. Mais je crois que c'est en partie en raison du phénomène de la nouvelle 24 heures sur 24. Quand on entend l'histoire de la petite Maddie, kidnappée au Portugal, on sent presque, de façon viscérale, que c'est arrivé à notre porte.

«Il est certain qu'un cas d'enlèvement, c'est un cas de trop, ajoute-t-il. Mais les statistiques démontrent que les enfants sont plus en sécurité aujourd'hui. Même l'usage de drogues, le tabagisme, les risques d'être impliqué dans un accident sont en décroissance, partout en Amérique du Nord», cite Michael Ungar.

Mon enfant, mon projet

Mais alors pourquoi certains parents s'inquiètent-ils autant du sort que le monde réserve à leur enfant? «Dans un sens, nos enfants nous rendent plus complets. Je me souviens d'un jeune que j'ai rencontré et qui m'a dit : "J'aimerais que ma mère cesse de faire de moi son projet. Mes succès sont très importants pour elle".»

La tendance à l'hyperprotection se voyait plus rarement chez les générations précédentes, alors que les obligations liées aux familles nombreuses laissaient peu de temps aux parents pour se ronger les sangs au sujet des frasques de leurs rejetons. De plus, les enfants étaient responsabilisés très jeunes en se voyant confier de nombreuses tâches, dont le soin de leurs frères et sœurs.

Ce sont ces responsabilités qui font défaut aux jeunes couvés à l'excès. Et aussi la possibilité de tester leurs limites. Car c'est ainsi qu'ils bâtissent leur personnalité, qu'ils vivent des expériences enrichissantes, qu'ils apprennent à régler des problèmes et qu'ils acquièrent confiance en eux, croit le Dr Ungar.

En les privant de ces expériences, les parents causent plus de dommages qu'ils n'en évitent, estime le spécialiste. Un enfant qui depuis son plus jeune âge n'a jamais été confronté à l'échec sera dépourvu au premier coup dur. Et il aura tendance à être très anxieux devant ce monde si «dangereux» qu'il devra affronter. Ou encore, il se lancera à corps perdu dans la recherche des sensations fortes dont il a été privé et adoptera des comportements destructeurs.

Lâcher prise, pour leur bien

Pour les parents tenaillés par la peur du danger qui guette leur enfant, lâcher prise n'est pas chose facile. Michael Ungar suggère quelques pistes pour apprendre à dire oui au risque... contrôlé.

D'abord, comme toujours, la communication est de mise. Au lieu de refuser systématiquement les sorties, parler posément à son ado peut être bénéfique pour les deux parties. On doit identifier les problèmes potentiels et discuter avec lui des avenues possibles. Et si l'activité est vraiment trop dangereuse, pourquoi ne pas proposer une solution de rechange?

Ensuite, le parent doit se poser trois questions :

- 1- Quelles sont les expériences qu'il a lui-même vécues durant son enfance ou son adolescence?
- 2- Quelles sont les leçons, bonnes ou mauvaises, qu'il en a retiré?
- 3- Comment peut-il offrir une solution de rechange sécuritaire, mais tout aussi stimulante?

MICHAEL UNGAR. *Le syndrome de la mère poule : Apprendre aux ados à faire face aux risques et aux responsabilités*, les Éditions de l'homme, 2007, 256 pages

Le dimanche 21 sept 2008

Garderie: la fabrique de surdoués

[Katia Gagnon](#)

La Presse

Le travail des enfants, c'est de jouer, de développer leurs habiletés. Ça, c'est ce que pensent les psychologues, les éducateurs. Mais pas certains parents, qui ne laissent pas une seconde de répit à leur progéniture. Les petits sont trop occupés à la garderie pour aller jouer dehors? Bravo. Il y a tellement d'activités à faire que Junior ne prend jamais de vacances? Fantastique. Katia Gagnon se penche sur ces garderies de la performance.

Jessica a deux ans et demi, de belles joues rondes et les cheveux fins d'un bébé. Elle ne parle pas beaucoup et marche encore d'un pas hésitant. Cet avant-midi, à la garderie, Jessica a eu une leçon sur les formes géométriques. Elle a appris ce qu'est un cercle. Puis, sagement assise à une table, elle a colorié, sur une feuille blanche, un grand cercle blanc.

Jessica est assise non loin de Jules, un adorable petit garçon blond qui a presque 3 ans. Jules sait déjà compter jusqu'à 100. Demandez-lui de vous nommer un chiffre entre 95 et 100 et il s'exécutera sans hésitation.

En fait, Jessica et Jules, deux enfants dont nous avons changé les noms, ne vont pas à la garderie. Sur l'enseigne de la maternelle Enfants des neiges, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce, c'est bien écrit: «établissement préscolaire». Et c'est exactement ça: une école pour les tout-petits.

Une école qui coûte, si l'enfant y reste toute la journée, la somme de 46\$ par jour, soit 8534\$ pour toute l'année scolaire.

Pré-lecture à 2 ans

De deux ans et demi à 6 ans, les enfants qui assistent aux «classes» sont préparés avec soin pour leur entrée à l'école. À leur arrivée en première année dans les meilleurs écoles privées de Montréal, ou alors dans les programmes internationaux les plus sélectifs des écoles publiques, ils savent souvent déjà lire.

«L'année dernière, on a eu un petit garçon qui lisait couramment à la fin de la maternelle. Il consultait les encyclopédies, les livres de référence. C'était un petit génie», dit Anne Delarue, directrice de la maternelle Enfant des neiges.

Et ces capacités, même chez les enfants moins spectaculairement doués, sont cultivées depuis le tout jeune âge dans l'établissement. Voyons le programme du groupe des «petits», 17 enfants âgés de 2 à 4 ans. Pré-écriture, pré-lecture depuis l'âge de 2 ans. Sciences naturelles. Apprentissage d'une soixantaine de textes durant l'année, chansons, comptines et poèmes de Jacques Prévert.

Juliette, 4 ans, a bien appris son texte cette semaine. «Un petit bonhomme, assis sur une pomme. La pomme dégringole, le bonhomme s'envole, sur le toit de l'école», récite-t-elle avec une série de petits gestes à l'intention de la journaliste.

Prêts pour l'école

«Nous faisons toutes les activités avec la perspective de leur apprendre quelque chose pour qu'ils soient en mesure de faire face aux défis de la grande école», dit Lucie Vincent, qui a la charge, avec son mari, Raffi Baghdjian, de la classe des 17 «petits» âgés de 2 à 4 ans.

Pourquoi scolariser les enfants si tôt? «Ils sont là, devant nous, et ils ont une capacité d'apprendre. C'est désolant de ne pas leur apprendre des choses. On veut faire quelque chose de bien avec eux», explique Mme Vincent.

Quand ils quittent la classe de Lucie Vincent pour passer à la maternelle, le programme devient encore plus exigeant. Surtout pour les enfants qui iront passer le test d'admission à l'École internationale de la Commission scolaire de Montréal, qui a l'examen le plus difficile de tous les établissements, témoigne Anne Delarue. «Si, en début d'année, les parents me disent: "On veut qu'il passe le concours de l'École internationale", on sait qu'on ne va pas le lâcher», dit-elle.

En fin d'année, les enfants qui passeront ces tests font même des «simulations» afin de bien faire face à la pression de l'examen. «Depuis quelques années, comme l'examen est très difficile, on prend ces enfants à part dans une petite pièce et on recrée les conditions de l'examen. Ils ont des feuilles devant eux et ils doivent se débrouiller», explique Mme Delarue.

Guylaine Cormier, qui a été directrice de l'École internationale pendant six ans, n'en revient pas. «Ça n'a pas d'allure!» s'est-elle exclamée quand La Presse l'a jointe pour avoir une réaction à ces exercices de «préparation». «Moi, comme pédagogue, je vous dirais que ça ne donne rien de faire ça. Ce n'est vraiment pas une nécessité pour être admis à l'école.»

Pas de chamailleries

La maternelle Enfants des neiges diffère sur d'autres plans des centres de la petite enfance. «Il y a beaucoup plus d'encadrement ici. On est plus sévères. Les enfants ne courent pas, ils ne crient pas. Bien sûr, il y a une période de jeux libres. Mais il n'y a pas de batailles ici. Pas de chamailleries. Ça ne se fait pas», dit Lucie Vincent.

Les enfants sont ainsi entraînés à dire «merci madame», à s'asseoir sagement les jambes pliées et à manger leur collation proprement. «Récemment, j'ai entendu une petite fille dire à sa mère: maman, enlève ma suce. Je ne veux pas que Mme Vincent me voie comme ça», raconte l'enseignante.

Tout le monde s'émerveille, ce matin, devant la place nette d'une petite fille qui a mangé son épi de blé d'Inde sans en échapper le moindre grain. Une fois sa collation terminée, elle a soigneusement enveloppé l'épi dans son papier cellophane et l'a jeté aux poubelles.

La jolie petite fille à la place bien nette n'a pas 4 ans.

Le dimanche 21 sept 2008

Les garderies de la performance

[Katia Gagnon](#)

La Presse

Jérémie est né au mois d'octobre. Au printemps, ses parents sont allés voir un psychologue pour obtenir une dérogation d'âge. Le psychologue a fait une évaluation complète de Jérémie. Quatre pages. Potentiel intellectuel, capacités motrices, développement socio-affectif. Pourtant, Jérémie est encore loin de l'entrée à l'école: il n'a que 3 ans. Mais ses parents tenaient mordicus à ce que leur fils soit placé dans le groupe des 4 ans, à la garderie, pour être «davantage stimulé».

La directrice du CPE Les petites frimousses, Brigitte Fontaine, a été estomaquée en recevant l'évaluation psychologique de Jérémie. Elle avait refusé, à plusieurs reprises, la requête des parents. Le couple avait d'ailleurs formulé la même demande pour leur fille, encore à la pouponnière. La petite aura 18 mois en octobre: elle devrait, réclamaient les parents, terminer l'année avec le groupe des petits et quitter «les bébés».

«J'ai été tellement surprise qu'on m'arrive avec une évaluation psychologique pour un enfant de 3 ans! raconte Mme Fontaine. Comment un psychologue a-t-il pu se prêter à cet exercice-là? C'est tellement gros! Cette orientation-là, c'est le contraire des CPE. On ne scolarise pas ici: on a un programme qui vise à développer les habiletés sociales. Ça ne change rien qu'il soit avec des enfants un peu plus jeunes!»

Le CPE Les petites frimousses est situé dans le quartier Ahuntsic. La clientèle y est aisée et a, souvent, de grandes exigences pour son service de garde. À l'arrivée en poste de Brigitte Fontaine, les petits y suivaient des cours de gymnastique et de musique. «J'ai dit non. Les profs, c'est fini. Pour les parents, ça a été un choc», raconte-t-elle. Depuis, les éducatrices du CPE reçoivent des formations de spécialistes et donnent elles-mêmes des cours d'éveil aux enfants.

Pascal Joly, directeur d'un CPE dans le quartier voisin de Villeray, gère lui aussi plusieurs demandes de dérogation chaque année, qui proviennent de parents désirant faire entrer leur enfant à l'école le plus tôt possible dans une classe de prématernelle.

«Les parents voient l'école comme quelque chose de beaucoup mieux pour leur enfant. Ils veulent les voir assis sur un banc d'école. Pour eux, apprendre, c'est apprendre à lire, à écrire et à compter. Ils veulent voir leur enfant meilleur que l'autre, qui sait compter jusqu'à 100 à 3 ans», explique M. Joly.

«Ils font juste jouer!»

Ces CPE ne sont pas les seuls à être aux prises avec les exigences de plus en plus grandes des parents. Louise Riopel est directrice d'un CPE situé dans les locaux d'une grande entreprise montréalaise. Ses clients sont, en général, des cadres de niveau supérieur, dotés d'un poste exigeant et d'un confortable salaire. Elle nous a d'ailleurs demandé de changer son nom afin de ne pas indisposer sa clientèle.

C'est que Mme Riopel n'en revient tout simplement pas des demandes des parents de son CPE. «Un jour, une mère m'est arrivée en disant: Oui, mais ici, les enfants ne font

rien. Ils font juste jouer! relate-t-elle. Une autre voulait des cours de violon. Je lui ai dit, oui, mais ça coûte cher. Elle m'a répondu: facture-moi! Et les autres enfants du groupe? Encore là, elle avait une réponse: réserve un petit local, au fond, pour ceux qui veulent participer. Voyons donc. Tout ça n'a aucune allure.»

Certains parents ont même changé de garderie afin de fréquenter un établissement doté d'un programme d'activités chargé, y compris l'apprentissage de l'anglais. «C'est tellement bien, notre nouvelle garderie, m'a dit un papa, raconte Mme Riopel. Les enfants ont tellement d'activités qu'ils n'ont même pas le temps de jouer dehors!»

À l'Association des centres de la petite enfance, on s'oppose vivement à toute approche qui viserait à scolariser les enfants fréquentant des CPE. «Si vous voulez des cours d'informatique à 2 ans, payez-les et prenez-les ailleurs qu'à la garderie. On stimule les enfants, mais les cours spécialisés, ça devrait être la fin de semaine», dit Jean Robitaille, directeur général de l'AQCE.

M. Robitaille admet que les demandes sont fortes pour ce type d'activités dans une catégorie de CPE fréquentés par des parents plus fortunés. L'interdiction de facturer plus de 7\$ par jour a créé des remous dans plusieurs CPE. «Mais dans l'ensemble, ce type de demandes demeure marginal», dit-il.

Enfants performants, parents performants

Il faut dire que ces enfants qu'on veut stimuler dès leur plus jeune âge sont les rejetons de parents eux-mêmes accros à la performance. Les parents de la garderie de Louise Riopel passent de nombreuses heures au boulot. Lors des périodes de pointe, l'entreprise subventionne des heures étendues.

«Certains enfants ne prenaient jamais de vacances», observe la directrice. Une affiche a fait son apparition à la garderie, expliquant aux parents pourquoi leurs enfants avaient besoin, quelques semaines par an, de se retrouver en famille, dans un milieu plus «libre». L'affiche revient à tous les printemps.

De même, poursuit Mme Riopel, les inévitables épidémies de gastro ou de grippe posent bien des problèmes à certains parents. «Je ne peux pas manquer le travail. Pourquoi tu n'engages pas une infirmière et tu ne transformes pas un petit local, au fond, en salle d'isolement?» a demandé un papa, démuni devant la gastroentérite de son fils qui s'éternisait un peu trop à son goût.

Les petites filles de la garderie de Louise Riopel jouent fréquemment à la réunion. Elles se mettent en cercle, avec des papiers et des crayons et font semblant de gérer «l'entreprise». Un jour, Mme Riopel a été renversée de voir une fillette jouer à la poupée avec un téléphone cellulaire jouet collé à l'oreille. «Ton bébé pleure? Est-ce qu'il a soif?» lui a-t-elle demandé. «Oui, mais il faut qu'il attende que j'aie fini mon téléphone», a répliqué la petite sur un ton péremptoire.

Le dimanche 21 sept 2008

Accros aux activités

[Katia Gagnon](#)

La Presse

Le travail des enfants, c'est de jouer. Les bombarder d'activités toujours plus «stimulantes» peut être malsain. Et la scolarisation précoce, si elle n'est pas faite dans un contexte ludique, peut être tout aussi néfaste, estiment les psychologues.

«Dans certains pays, comme la Chine, les enfants sont produits pour exceller. Ici, on voit ça à plus petite échelle. Très tôt, certains parents commencent à poser des exigences», déplore François Dumesnil, psychologue et auteur de plusieurs livres sur l'éducation des enfants.

Pourquoi? «Parce qu'un enfant qui réussit, c'est un parent qui réussit. Le parent fait de l'enfant le porteur de ses aspirations», croit M. Dumesnil. Cependant, le psychologue estime que les activités de toutes sortes et les jeux éducatifs sont excellents si on les utilise dans un contexte ludique, où il n'y a pas de pression sur l'enfant pour qu'il «apprenne».

«Les enfants deviennent accros à l'action. Si l'enfant n'a jamais le temps de jouer librement, il n'est pas en train de construire son monde intérieur. Et la solidité d'un adulte repose là-dessus. L'espace de jeu libre pour les enfants, la possibilité de s'ennuyer, ça n'existe pratiquement plus», souligne Pierre Desjardins, lui aussi psychologue.

M. Desjardins est un spécialiste de la dérogation scolaire. Il évalue annuellement plusieurs enfants dont les parents réclament qu'ils commencent l'école avant d'avoir 5 ans.

Sa recommandation: avant de déplacer un enfant vers un groupe plus âgé, il faut user d'une très grande prudence. «Est-ce que l'enfant va subir un préjudice grave s'il ne commence pas l'école cette année? C'est ce qu'on se demande au niveau scolaire. Si la réponse est non, il devrait rester à la garderie.» La même logique devrait prévaloir dans la formation des groupes en CPE, croit-il. «On peut pousser un enfant de façon adéquate. Mais certains parents font le contraire.»

Lancement officiel de la ligne de service 2-1-1 à Ottawa

par **Karine Régimbald**

[Voir tous les articles de Karine Régimbald](#)

Article mis en ligne le 19 septembre 2008 à 16:33

[Soyez le premier à commenter cet article](#)

Les résidants d'Ottawa ont dorénavant accès à la ligne d'information 2-1-1 pour obtenir des renseignements sur les différents services sociaux et communautaires de la région. «Depuis une décennie, nous travaillons à la mise sur pied de ce service», a soutenu Michael Allen, le président et chef de la direction de Centraide/United Way Ottawa, un des organismes phares de ce projet.

Initiée six mois auparavant à titre d'essai, la ligne 2-1-1 s'adresse à tous les citoyens qui désirent avoir des renseignements sur la gamme de services offerts au niveau social, communautaire, gouvernemental ainsi qu'en santé de nature non urgente.

Le personnel s'adresse aux appelants dans les deux langues officielles. Cependant, pour aider les personnes nécessiteuses, plus de 150 langues et dialectes sont disponibles afin de répondre au besoin des diverses communautés ethniques.

Gratuit et confidentiel, ce nouvel outil de service est, selon la ministre des Services sociaux et communautaires et députée d'Ottawa-Vanier, Madeleine Meilleur, un moyen de réunir tous les gens de la communauté d'Ottawa.

«Avec le 2-1-1, les gens vont avoir accès rapidement aux services dont ils ont besoin. Qu'il s'agisse d'avoir accès à des logements abordables, à des programmes de rééducation professionnelle pour de nouveaux Canadiens ou de soutien pour des familles qui traversent une crise, le 2-1-1 va facilement guider les gens vers les services appropriés», a-t-elle expliqué, tout en se prêtant au jeu d'effectuer le premier appel au service téléphonique.

Pour l'année 2008, l'objectif du 2-1-1 est d'atteindre la moitié des citoyens ontariens pour que d'ici 2011, ce service soit dispersé aux quatre coins de l'Ontario. À cet effet, le gouvernement provincial de Dalton McGuinty s'est engagé à investir la somme de 13,4 millions \$ pour assurer la réussite du projet.

Cette ligne d'information existait déjà dans plusieurs autres municipalités ontariennes, notamment à Toronto, à Thunder Bay et à Windsor-Essex. D'autres villes canadiennes offraient aussi ce service à leurs citoyens, notamment Québec et Edmonton.

Les instigateurs du projet ont aussi observé une minute de silence afin de souligner le départ de l'ancienne mairesse d'Ottawa, Marion Dewar, décédée en début de semaine. Les funérailles avaient lieu aujourd'hui en matinée.